

Le gouvernement français, partenaire d'un profiteur des colonies israéliennes

Ali Abunimah – The Electronic Intifada – 4 février 2016



Un étalage d'un magasin Shufersal Deal à Gilo, une colonie de peuplement en Cisjordanie occupée, le 2 février, où il est indiqué que la promotion par cette chaîne de supermarchés israélienne est un « *partenariat avec l'ambassade de France* ».

Le gouvernement français apporte son soutien intensif à une société israélienne qui tire profit des colonies construites sur des terres palestiniennes et syriennes, terres occupées en violation du droit international.

Ce mois-ci, la plus grande chaîne de supermarchés d'Israël, Shufersal, sponsorise *So French So Food* (la semaine de la gastronomie française en Israël – 4^e édition en 2016), qu'elle

présente comme un « *Festival des arômes et des saveurs de France* ».

L'évènement est co-organisé par l'Institut français, bras culturel du gouvernement français, et Shufersal. Il est également parrainé par la ville de Toulouse.

Tout ce mois, Shufersal fait une grande promotion des produits français dans ses magasins.

Les documents de commercialisation de Shufersal et les étalages en magasin pour la semaine *So French So Food* indiquent que la campagne est un partenariat avec l'ambassade française.

The Electronic Intifada confirme que ces expositions sont organisées dans les magasins Shufersal à l'intérieur des colonies de Cisjordanie.

La promotion fera aussi venir plus de deux douzaines de chefs cuisiniers et artisans français en Israël. Son but est d'aider les sociétés françaises dont les dirigeants viendront en Israël dans le cadre de l'évènement à y exporter leurs produits.

Mais en soutenant cette initiative, le gouvernement français aidera aussi à gonfler les profits d'une société qui fonctionne abondamment dans les colonies israéliennes en Cisjordanie et sur le plateau du Golan en Syrie, deux territoires occupés.

Profiteur des colonies de peuplement

Sur son site, Shufersal liste les lieux où l'on trouve ses magasins dans les colonies d'Ariel, Maaleh Adumim, Gilo et le bloc Gush Etzion, en Cisjordanie.



Une bannière postée sur Facebook par Shufersal, chaîne de supermarchés israélienne qui a une grosse activité commerciale dans les colonies, présente le festival de la *So French So Food* comme un « *partenariat avec l'ambassade de France* ».

Le groupe de recherche *Who Profits* fait savoir que l'une des chaînes de vente de proximité de Shufersal, la chaîne Yesh, possède des succursales dans un certain nombre d'autres colonies.

Shufersal distribue également des produits manufacturés dans les colonies de Cisjordanie sous sa propre marque. Cela comprend des produits venant des colonies d'Immanuel, Mishor Adumim et de la zone industrielle de Barkan.

En mai 2015, selon *Who Profits*, Shufersal a lancé sa propre ligne de produits laitiers fabriqués dans une colonie sur le plateau du Golan en Syrie, occupé par Israël.

Des photos prises par un citoyen israélien cette semaine, et transmises à *The Electronic Intifada*, prouvent que la promotion soutenue par la France se déroule à l'intérieur même des colonies de Cisjordanie construites en violation du droit international.

Les images montrent des étalages dans un magasin Shufersal Deal, 17 rue Tsviya ve Yitzhak, à Gilo, où il est dit explicitement que la promotion est un « *partenariat avec*

l'ambassade de France ».

À l'encontre de la politique française

Une source diplomatique a déclaré à *The Electronic Intifada* que le « *partenariat entre l'ambassade française en Israël et Shufersal concerne exclusivement la promotion, en Israël, de produits français et de notre gastronomie, à l'occasion de la semaine de la gastronomie française.*

« *Il ne constitue en aucun cas un soutien à la colonisation, un point sur lequel la position française est claire et constante* », ajoute la source.

Le fait est cependant que la promotion a lieu à l'intérieur des colonies de Cisjordanie, territoire que la France ne considère pas comme étant « en Israël ».

La France est l'une des forces à l'origine de l'exigence récemment annoncée par l'Union européenne pour que les produits des colonies ne soient plus étiquetés « *Made in Israel* ».

Pendant que la rhétorique du gouvernement français affirme une chose, sa promotion d'un gros profiteur des colonies apparaît bien comme une violation de sa propre politique de longue date, et aussi comme une approbation des violations flagrantes par Israël des droits des Palestiniens.

En 2014, la France a mis en garde ses citoyens et sociétés contre le commerce avec les colonies israéliennes dans les territoires occupés. Le gouvernement déclarait que les entreprises pourraient se trouver confrontées à des actions en justice concernant « *la terre, l'eau, le minerai et les autres sources naturelles* », autant qu'à des « *risques pour leur réputation* ».

Effectivement, les entreprises françaises qui participent à la

promotion de la semaine *So French So Food* pourraient voir leur réputation en souffrir, mais cela à cause de l'action du gouvernement français.

Parmi ces entreprises françaises : la marque de vodka française Grey Goose, et les chocolatiers de Toulouse, Bello et Angeli, entre autres...

« Profitant des vols commis par Israël »

Dans un rapport décisif du mois dernier, le groupe *Human Rights Watch* a appelé toutes les entreprises à mettre fin totalement à leurs activités commerciales dans les colonies israéliennes en Cisjordanie occupée, y compris Jérusalem.

« *Les activités commerciales dans les colonies participent inévitablement à la politique israélienne qui dépossède et discrimine durement les Palestiniens, tout en tirant profit du vol par Israël de la terre des Palestiniens et de leurs autres ressources* », déclare Arvind Ganesan, directeur de la division Affaires et Droits de l'homme au sein de ce groupe basé à New York. « *Le seul moyen pour les entreprises de se conformer à leurs propres responsabilités en matière des droits de l'homme est de cesser de travailler avec et dans les colonies israéliennes* ».

Selon *Human Rights Watch*, les entreprises comme Shufersal sont capitales pour l'entreprise coloniale de peuplement : elles rendent les colonies plus viables en y créant des emplois, en payant des impôts aux municipalités des colonies, et en fournissant des services et des infrastructures aux colons.

Au cours de ces deux dernières années, un certain nombre de fonds de pension internationaux se sont totalement désinvestis de cinq banques israéliennes de premier plan, en raison de leurs activités soutenant les colonies israéliennes.

Ces décisions sont significatives en ce qu'elles créent le précédent que les activités des banques qui sont liées aux colonies ne peuvent être séparées de leurs autres activités.

Cela vaut également pour Shufersal, qui exploite un réseau et fournit une chaîne qui intègrent totalement ses activités de détail et de production au sein des colonies. Par conséquent, par sa promotion et son parrainage avec Shufersal, le gouvernement français se fait le complice des colonies de peuplement auxquelles il prétend s'opposer.

Dans son rapport, *Human Rights Watch* demande aussi au gouvernement de sanctionner Israël pour ses colonies.

Mais le gouvernement français semble se diriger dans le sens opposé.

Tout en diffamant, menaçant et réprimant ses propres citoyens qui militent pour les droits des Palestiniens, la France s'engage avec un gros profiteur des colonies, au nom du peuple français.

Traduction : JPP pour BDS France

Source: <https://electronicintifada.net/blogs/ali-abunimah/french-government-partners-israeli-settlement-profiteer>